

« La contractualisation s'impose en femelles aussi »

Entre la confrontation de l'offre et la demande et la répercussion des coûts jusqu'au consommateur, le choix d'Eureden va vers la contractualisation: Après les JB, elle va aussi être élargie en femelles.

BOVIN

La réduction du cheptel bovin allaitant se poursuit de 3 % en 2023. « Animée par une approche globale nécessitant une solidarité de la filière, la position d'Eureden est sans appel: il nous faut contractualiser les femelles pour freiner la décapitalisation », a déclaré le président Louis-François Leconte, lors de l'assemblée générale de la section bovine Eureden, le 17 octobre à Pontivy (56).

Aujourd'hui, environ 30 % de la production de jeunes bovins (JB) viande et 46 % des JB laitiers sont sous contrat dans le groupement. « Les femelles, surtout les génisses, sont contractualisées à hauteur de 14 % bien souvent via le Label rouge. » Vers la fin d'année, de nouveaux contrats en femelles vont être proposés par Eureden avec des prix minimums garantis intégrant l'ensemble des charges et une rémunération du travail à hauteur de 2 Smic. « La durée de contractualisation sera de 5 ans pour les JA », indique Éric Le Borgne, directeur du groupement bovins viande.

Contractualisation tripartite

Les responsables évoquent la nécessité d'une contractualisation tripartite entre éleveur,

groupement et abatteur. De son côté, Serge Le Bartz, président d'Eureden, voit « des opportunités pour la viande bovine en Bretagne, terre d'élevage », et se dit « pro-contrats depuis longtemps. » Pour les banques, fileuses s'agissant de la production de viande bovine, « la contractualisation sur 5 ans est rassurante », comme l'explique un représentant du CMB. « Mais le besoin en fonds de roulement dans cette production n'est pas facile à appréhender.

Il faut aussi un suivi constant du plan de trésorerie. »

Contrats de 5 ans

Jeune installé, Alban Nicolas a conclu un contrat de 5 ans sur ses JB avec Eureden. Le groupement l'a accompagné sur l'approvisionnement en brou-tards. Produisant aujourd'hui 150 JB/an, il souhaite doubler sa capacité de production. Huguès Robinault et son associé ont, quant à eux, fait le choix d'arrêter le lait (900 000 L) au départ de leur salarié. « L'atelier a été transformé pour un coût de 70 000 €, financé par la banque, dans l'objectif de produire 400 JB et 120 croisés Ejudu. » Ce type d'atelier « requiert de la performance technique et de l'autonomie fourragère en maïs notamment », souligne l'éleveur. « Les contrats de 5 ans nous ont sécurisés nous mais aussi la banque. »

Agnès Cussonneau

30 %

D'IMPORTATION DE VIANDE BOVINE

DEMANDE DE JB VIANDE À L'EXPORT

Représentant 30 % des volumes, les importations de viande bovine n'ont jamais été aussi fortes en France, gagnant du terrain notamment en RHD. « Mais de la place existe sur l'export pour les JB viande », soulignent les acteurs bretons. Cette production a d'ailleurs

augmenté en France. « Nous avons davantage gardé nos brou-tards l'an passé. Leur export baisse de 6 % vers l'Italie et de 2 % vers l'Espagne. » En vaches laitières, un recadrage des prix est engagé du fait des cours en baisse en Allemagne et Irlande.